

Une analyse des résultats du premier tour des législatives - Un zoom sur le PCF et la France insoumis

jeudi 15 juin 2017, par [MARTELLI Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2017).

Nous publions ci-dessous deux articles de Roger Martelli sur le résultat du premier tour des législatives - une étude précise et documentée comme de coutume.

Une remarque cependant. Le cadre politique d'analyse apparaît assez anachronique sous plusieurs aspects, comme si les campagnes de 2012 et 2017 relevaient d'une même grille de lecture, comme si le projet de Jean-Luc Mélenchon était comparable, comme si la France insoumise était... quoi ? Un Parti de gauche relooké ? Avons-nous seulement assisté à une modification radicale des rapports de forces au sein d'une « gauche de gauche » fidèle à elle-même, la FI assurant son hégémonie face au PCF ?

Roger souligne la nécessité du rassemblement - Jean-Luc Mélenchon affirme pour objectif le remplacement.

Le second article de Roger Martelli se conclut sur une série de points d'interrogation - de questions ouvertes sur l'avenir, offrant matière à réfléchir.

Ce que sera demain le « mélenchonisme » n'est peut-être pas donné, dépendant pour une part du résultat du second tour des législatives. Pour se préparer à des échéances compliquées, il faut cependant comprendre ce qu'est devenu le « Mélenchon2017 » de la présidentielle - et pas seulement la profondeur de la crise du PCF (ou la marginalité de l'extrême gauche).

On y reviendra sur ce site.

Pierre Rousset

Sommaire

- [Triomphe et champ de ruines](#)
- [PCF et France insoumise \(...\)](#)

Triomphe et champ de ruines

Il était annoncé par les sondages. Il s'est confirmé dans les urnes. Le mouvement d'Emmanuel Macron surfe sur la vague haute. Mais ce triomphe, sans être en trompe-l'œil,

dérègle au moment de faire la course en tête. Les 13,2% de ce dimanche sont bien loin des 27% de 2015, au-dessous même des 13,6% des législatives de 2012. Le FN voulait être la grande force d'opposition de droite à l'Assemblée : pour l'instant, il semble qu'il aura du mal à seulement constituer un groupe parlementaire. Il n'est en tête que dans 18 circonscriptions et ses têtes d'affiche sont à la peine, dans le Nord, l'Est et le Midi méditerranéen.

La droite classique est dans ses basses eaux. En 2007, dans la foulée du succès de Nicolas Sarkozy, elle progressait de 10 points et s'installait dans une majorité confortable de 53,2%. En 2012, l'échec de son héraut de 2007 la ramenait à un plus modeste 36,4%. Elle est aujourd'hui ramenée à un plus que modeste 21,6% (total UDI, LR, divers droite). Il est vraisemblable qu'elle disposera du groupe parlementaire le plus étoffé, après celui du Président. Mais cette satisfaction relative n'atténuera pas l'amertume d'un processus chaotique. La droite militante a voulu se radicaliser, portée par la vague conservatrice des manifestations contre le Mariage pour tous. Elle a en fait préparé une défaite que n'expliqueront pas les seuls déboires familiaux de son candidat présidentiel. Elle peut certes attendre le retour du bâton et les possibles difficultés de l'équipe au pouvoir. Elle n'évitera pas pour autant les redoutables examens de conscience.

Et que dire alors de la gauche ? Les forces qui s'en réclament se trouvent à leur niveau législatif le plus bas depuis 1936, au-dessous même des désastreuses élections de 1993. La responsabilité en incombe bien sûr à l'effondrement du PS, amorcé à la présidentielle et annoncé par les sondages. Comme nous l'avions suggéré dans ces colonnes, le socialisme français est à son niveau historique le plus bas depuis plus d'un siècle. Il dépasse à peine le seuil des 7% de suffrages exprimés et se prépare à une déconfiture parlementaire inédite. La chute de la maison Mitterrand était prévue ; elle est maintenant entérinée.

Législatives	Extrême gauche	PCF	PS	Droite et écologistes
26/04/1936		19,2	20,8	60,3
21/10/1945		28,2	23,4	47,3
05/06/1946		28,2	21,1	50,8
10/11/1946		28,8	17,9	53,9
17/04/1981	0,7	28,7	14,9	55,2
02/01/1986	0,4	28,4	14,8	56
22/11/1988		19	15,5	64,4
18/11/1992		21,8	12,5	64,5
06/03/1997	2,2	22,5	19	43,7
23/04/1998	3,8	20	16,6	41,7
04/03/1993	3,3	21,4	19,2	46,7
12/03/1998	3,3	22,6	22,8	51,9
14/04/1991	1,3	18,1	35,3	55,8
16/03/1994	1,6	9,7	30,8	48,3
05/04/1998	0	11,1	35,3	49,6
21/03/1993	1,3	9,1	19,4	39,1
25/05/1997	2,2	9,8	23,9	47
09/04/2002	2,8	4,8	24,1	41,2
16/04/2007	3,5	4,4	26	39,8
01/04/2012	1	6,9	29,4	47,8
11/04/2017	0,8	2,7	7,4	28,3

Entre satisfaction et déception

Les forces de l'ancien Front de gauche sont de leur côté dans une situation étrange. Les 13,7% de la France insoumise et du PCF représentent un doublement par rapport au pourcentage acquis en 2012. Comme en 2012 toutefois - mais cette fois dans une proportion moindre - le résultat de la législative n'est pas à la hauteur de celui de la présidentielle. Le 23 avril dernier, Jean-Luc Mélenchon manifestait son amertume pour n'avoir pas atteint le seuil ouvrant la voie au second tour. Mais les 19,6% laissaient espérer une revanche législative et une présence spectaculairement renforcée à l'Assemblée.

Sur la papier, l'objectif reste atteignable : des candidats de la France insoumise et du PCF seront présents dans une soixantaine de circonscriptions. Mais les réserves de voix ne sont pas toujours conséquentes, les triangulaires seront cette fois absentes et ces candidats les plus à gauche seront souvent opposés à des candidats potentiellement « attrape-tout » appartenant au mouvement d'Emmanuel Macron. Il faudra donc une spectaculaire sursaut populaire et de gauche pour inverser

des situations a priori difficiles. Les premières projections – les plus favorables ne dépassent pas le seuil des 23 élus – sont peu encourageantes. Mais nul ne peut anticiper vraiment les effets d'un déséquilibre atypique, peut-être trop atypique... pour être vrai...

Ce qui est sûr est que la division des partisans de Jean-Luc Mélenchon a d'ores et déjà coûté la perte de trois sièges (4^e des Hauts-de-Seine, 17^e du Nord et 6^e de l'Oise) et elle empêche la gauche de gauche d'accéder au second tour dans 12 cas, dont un face-à-face avec le FN (7^e des Bouches-du-Rhône). Et, selon toute vraisemblance, elle a pénalisé l'ensemble en introduisant une confusion qui a retenu de nombreux électeurs potentiels. Disons, à tout le moins, que dans une période de déstabilisation et de doute, où les motivations sont écornées, le spectacle de la division n'est pas des plus porteurs.

Le désaccord est particulièrement dommageable quand on observe le résultat cumulé des deux protagonistes. Les 13,7% d'exprimés ramènent vers les jours plus fastes où le PC était encore une force qui pesait électoralement sur la gauche tout entière. Dimanche dernier, le total PC-FI dépassait les 30% dans 9 circonscriptions et les 20% dans 62 d'entre elles. Il ne se situait au-dessous de 10% que dans 83 circonscriptions et au-dessous de 5% dans à peine quatre.

Il faudra donc, une fois clos le grand cycle électoral, réfléchir sur l'ensemble du processus. S'il s'achève sur une semi-déception, il aura toutefois tranché entre les protagonistes. La France insoumise et le PCF étaient en rivalité dans la très grande majorité des circonscriptions métropolitaines. Incontestablement, le duel a tourné à l'avantage de FI.

Les déboires du PCF

Sur 434 circonscriptions où les deux formations étaient en concurrence, le PCF ne devance FI que dans 9 cas dont un en région parisienne (Elsa Faucillon dans la 1^{re} des Hauts-de-Seine). Il est, tout au moins en pourcentage, la principale victime de l'évolution des cinq dernières années. En juin 2007, il avait obtenu 4,3% ; il en recueille 2,7% cette fois. Le Front de gauche avait masqué en partie le déclin ; sa fin relance la donne négative.

Le parti communiste ne dépasse les 20% que dans 10 circonscriptions. En revanche, il est marginalisé dans un grand nombre d'entre elles : moins de 5% dans 374 circonscriptions et même moins de 1% dans 35 d'entre elles. « L'archipel » électoral du PCF se fait de plus en plus ténu, même s'il reste en lice dans une dizaine de circonscriptions théoriquement gagnables au second tour. Il est au-dessous de son score de 2007 dans 325 cas et perd plus de la moitié de son chiffre d'alors dans 84 d'entre eux.

En revanche, le profil des résultats de FI rapproche le mouvement de Jean-Luc Mélenchon de celui qui caractérisait le PCF jusqu'au milieu des années 1980. Ses scores s'étalent de 37,2% (Clémentine Autain dans la 11^e de Seine-Saint-Denis) à 2,3% (la 14^e de Paris). Mais ce dernier chiffre est plutôt atypique. Comme le PCF d'avant 1981, FI n'est au-dessous de 5% que dans 8 circonscriptions et au-dessus de 10% dans 350.

La France insoumise s'est installée dans les terres du socialisme et du communisme historique, dans le Nord, le Midi méditerranéen ou dans les zones « bleues » puis « rouges » de l'Ouest. Elle surclasse le communisme dans le Sud-Ouest et le dépasse dans le massif pyrénéen. Elle pousse le PCF vers une certaine marginalité dans l'Est ou à Paris (où le PC avait connu un relatif regain au début des années 2000).

Son profil social va dans le même sens. FI attire un électorat plutôt jeune (18 à 21% des moins de 35 ans), populaire (17% de professions intermédiaires et 14% d'employés, de revenus modestes, mais

relativement éduqués (13% de niveau baccalauréat et plus).

Il n'en reste pas moins que ni la France insoumise ni le PC n'ont réussi à remobiliser pleinement l'électorat du 23 avril. Une moitié seulement (55% pour FI, 11% pour le PC) des électeurs de Jean-Luc Mélenchon semblent s'être déplacés ce dimanche, le même pourcentage s'observant parmi ceux qui se disent encore proches du Front de gauche.

Il faudra encore attendre quelques jours pour mesurer le rapport des forces dans le pays. Les chiffres du premier tour confirment toutefois ce que la présidentielle avait installé. Dans les deux décennies précédentes la part de la gauche de gauche restait très minoritaire dans l'ensemble des voix qui se portaient sur la gauche française. Entre 1993 et 2012, son pourcentage ne dépassait jamais les 30%, tournant plutôt entre 15 et 20%. Cette fois, la gauche de gauche a redépassé le seuil fatidique de la majorité à gauche. Les conditions sont-elles atteintes pour une traduction parlementaire de ce nouvel équilibre ? On le saura dimanche prochain. Mais quelque chose s'est produit, qu'il faut maintenant rendre irréversible.

On se réjouira au moins de cette bonne nouvelle. Elle ne peut toutefois masquer, ni l'inquiétude devant une crise politique pesante, ni l'angoisse devant une situation sociale dégradée, ni la nécessité d'un renouvellement à gauche qui, enfin, porte à la fois sur les structures tout autant que sur les actes, les symboles et les mots.

Roger Martelli, 12 juin 2017

*

<http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/legislatives-triomphe-et-champ-de-ruines>

PCF et France insoumise : données complémentaires

Les résultats du premier tour des législatives n'ont pas été à la hauteur de la présidentielle pour les anciens alliés du Front de gauche. Mais les 13,7% de suffrages confirment le gain d'une gauche bien à gauche... dont les équilibres internes ont changé.

Le lecteur trouvera en annexe un tableau qui présente les résultats du PCF et de la France insoumise dans les circonscriptions, les départements et 750 communes ayant fait ou faisant partie de l'espace du « communisme municipal ». Il pourra mettre en regard les résultats de dimanche dernier avec ceux des élections précédentes, de 2002 à aujourd'hui, présidentielles comme législatives.

Une France insoumise solidement installée

Que la France insoumise n'ait pas pu réaliser le rêve d'une majorité parlementaire et d'une occupation du pouvoir ne saurait occulter le fait majeur : le jeune mouvement lancé en 2016 par Jean-Luc Mélenchon est devenu la première formation d'une gauche par ailleurs bien affaiblie. À elle seule, avec ses 2,5 millions de suffrages et ses 11%, la France insoumise fait mieux que les deux partis qui furent les pivots de la gauche française, le PC et le PS (9,1% au total).

L'histoire ne manque certes pas de formations éphémères, qu'une conjoncture stimule et qui s'effacent une fois qu'elle s'est estompée. Pour tout dire, la gauche de gauche n'est vraisemblablement pas au terme d'une recomposition qui l'installerait dans la durée. Mais, dans l'immédiat, force est de constater que la France insoumise a pour le moins marqué une option pour être au cœur de cette recomposition.

Le tableau des hiérarchies départementales montre ainsi la réalité d'une implantation qui se caractérise par sa densité et son équilibre. On trouve ainsi autant de départements (48) au-dessus de la moyenne nationale (11,2% en France métropolitaine) que de départements au-dessous. Sans doute le sommet du tableau n'offre-t-il pas les très forts pourcentages de la France communiste d'hier. Sans doute cela explique-t-il le décalage qui semble encore exister entre l'influence nationale et la capacité à s'imposer massivement sur le plan local.

Mais le plus significatif est dans l'existence d'une distribution relativement resserrée. En dehors de la Haute-Corse, aucun département ne se situe au-dessous des 5% et seule une trentaine se trouve sous le seuil des 10% d'exprimés.

Quant à la répartition géographique du vote, elle confirme ce que la présidentielle avait révélé. Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise se sont installés dans les territoires historiques de la gauche, ceux que se partageaient ou que se disputaient le PC et le PS au XX^e siècle.

Les dix premiers départements d'influence, pour FI, sont significatifs de cette assise :

ARIEGE	19,5
SEINE SAINT-DENIS	17,9
ALPES DE HTE PROVENCE	15,9
HAUTE GARONNE	15,7
HERAULT	15,1
SOMME	15
LOT	14,9
HAUTES PYRENEES	14,7
LOIRE ATLANTIQUE	14,3
DORDOGNE	13,9
AUDE	13,8

A contrario, l'implantation reste plus faible dans le Centre et dans l'Ouest, et notamment dans les départements moins urbanisés (Allier, Cher) qui sont devenus, depuis le milieu des années 1980, des pivots de ce qui reste de vote communiste.

Il est à noter que la consultation législative a moins mis en évidence le troisième ancrage du vote Mélenchon. Depuis 2012, ce vote a connu un essor spectaculaire dans les zones de forte densité urbaine, et en particulier dans le cœur des métropoles. Or les caractéristiques de ce vote atypique, la propension plus grande à l'abstention des jeune et des catégories populaires ont quelque peu atténué le trait cette fois-ci. Encore que les bons résultats dans la couronne parisienne et à Paris même laissent entendre que, si le mouvement est atténué, il n'a pas disparu pour autant.

Les déboires du PCF

Pour le PCF, ces élections s'annonçaient délicates. Le vote de dimanche l'a entériné. Le PCF, avec 2,7% d'exprimés, enregistre le score le plus bas de son histoire législative, à peine au-dessus du très décevant résultat de la présidentielle de 2007 (1,9%). Il est aux deux tiers du niveau atteint aux législatives de 2007 (4,3%), les dernières où ils se présentait sous sa propre bannière. En 2012, l'alliance du Front de gauche avait permis de redresser la barre dans les départements où il se marginalisait, sans pour autant interrompre l'érosion de ses zones d'influence ancienne. Le

mouvement s'est encore accentué cette année.

Les tableaux en annexe permettent de cerner un peu mieux le bilan. Le PCF ne frôle les 10% que dans le Puy-de-Dôme, qui fait partie de la vingtaine de départements qui ont mieux résisté que les autres dans la dernière décennie. Partout ailleurs, le recul est sensible, une autre vingtaine de départements reculant de plus de la moitié du niveau initial, dans l'Est, le Centre et la région parisienne. Au total, quarante départements le placent au-dessous de la barre des 2%. Dans de nombreuses circonscriptions, le PCF est aujourd'hui voué à la marginalité électorale, pas très loin de ces « gauchistes » dont il s'est longtemps gaussé, afin de délégitimer radicalement leur propos.

Les zones de force se sont rétractées sévèrement : le PCF ne dépasse les 5% que dans dix départements qui ne sont plus le socle territorial ancien du monde ouvrier industriel et de l'expansion urbaine. La poussée du Parti socialiste, dans les années 1970-1980, avait peu à peu déstabilisé les assises de l'organisation communiste, qui a perdu à la fois dans les catégories très populaires et dans les couches moyennes des périphéries urbaines. L'essoufflement du PS aurait dû le revigorer : ce n'a pas été le cas. Pour l'instant, c'est la dynamique impulsée par Jean-Luc Mélenchon qui s'est installée dans les habits anciens de la France communiste. Quand la banlieue retrouve des couleurs, ce n'est plus celles du communisme urbain du siècle précédent.

PUY DE DOME	9,8
SEINE MARITIME	8,7
CHER	8,5
ALLIER	8,2
SEINE SAINT-DENIS	6,9
LOZERE	6,7
HAUTE VIENNE	6,7
VAL DE MARNE	6,4
OISE	5,9
CORREZE	5,5

L'observation du cadre municipal n'infirmes pas le constat, bien au contraire. Entre 2008 et aujourd'hui, le PCF a été à la tête d'environ 750 communes de toutes tailles. Un des tableaux en annexe résume l'évolution du PC dans cette série de communes, qui ont été longtemps le noyau du « communisme municipal ». Au début du siècle, le PCF se situait encore dans une fourchette de 20 à 25% dans les consultations législatives nationales. En 2017, le total des scores du PC et de FI dépasse nettement le seuil des 25%. Mais ce ne sont pas les communistes qui en tirent bénéfice.

Si l'on s'en tient aux 750 communes concernées, on constate un équilibre presque parfait entre le PCF (13,9%) et la France insoumise (13,8%). La situation est plus délicate en région parisienne où le PC a reculé de plus de la moitié sur son score de 2007. Il est vrai que dans deux circonscriptions importantes (Saint-Denis et Bagneux), les candidats communistes se présentaient sous l'étiquette de la France insoumise.

On trouvera en annexe deux hypothèses, selon que l'on attribue le score des candidats communistes, ou à la France insoumise auquel ils ont été officiellement rattachés. La première hypothèse (le classement officiel) met la France insoumise en tête (17,8% contre 11,6% pour le PCF ; la seconde les remet en position d'équilibre (13,9% pour le PC, 13,8% pour FI. Dans tous les cas, on n'oubliera pas que les suffrages se seraient vraisemblablement répartis plus ou moins en cas de concurrence, comme le montre la plupart des cas où cette concurrence a été effective. On peut donc légitimement pencher pour un avantage réel à la France insoumise, que que part entre les deux hypothèses.

Une nouvelle étape : délicate ou propulsive ?

La gauche entre dans une nouvelle étape de son histoire. On a beaucoup disserté sur le

« dédagisme » des électeurs français, qui reste à confirmer ou à infirmer au second tour. Le bilan définitif sera tiré dans quelques jours, mais la séquence électorale devrait avoir sanctionné la fin irrémédiable d'un long cycle politique du XX^e siècle.

La droite a hésité pendant quelques décennies. Elle a tenté un temps l'aventure d'un capitalisme industriel mâtiné d'État-providence et de légitimité quasi monarchique des institutions de 1958. Le gaullisme y puisa ses ressources. Elle a essayé ensuite la voie libérale, sous des formes multiples, patelines (Jean-Pierre Raffarin) ou plus rugueuses (Nicolas Sarkozy). Elle n'a pas trouvé son équilibre, d'autant moins qu'elle a été perturbée par la pression du Front national. Le néo-centrisme macronien peut-il réussir à phagocyter la droite classique ? Rien n'est moins sûr. Mais la droite est devant des jours difficiles, qu'annonçait le vote inattendu des électeurs de la primaire et que la campagne électorale a amplifiés.

Il ne sert à rien de disserter longuement sur la crise irrémédiable qui précipite la fin du socialisme miterrandien. Quatre décennies d'ajustements libéraux et de reculades centristes l'ont épuisé, en France comme dans beaucoup de pays européens. Il est peu probable qu'un de ses courants anciens soit en état de resouder la famille socialiste dans son ensemble. Restera-t-il une variante plus proche de la social-démocratie, comme le dessine le modèle britannique de l'étonnant Jeremy Corbyn ? Les socialistes s'égailleront-ils entre le parti démocrate macronien et une gauche de gauche rebâtie ? On verra.

Retenons pour l'instant la concomitance de deux évolutions. Le PCF a amorcé depuis longtemps son recul ; le PS l'a rejoint dans la débâcle. Sans doute cette concomitance nous dit-elle que, si la gauche n'a peut-être pas fini sa longue vie (plus de deux siècles), elle ne devrait plus reprendre la forme dominante qu'elle a prise au siècle dernier, dans le face-à-face persistant du communisme et du socialisme. Chacun à leur façon, ils ont dominé la part gauche de notre univers politique. Ils incarnaient la rupture ou l'adaptation, mais ils essayaient de le faire, depuis quelque temps, dans un temps et dans une société qui ne gardent du passé que la spirale inégalitaire et la dépossession du plus grand nombre. Nés d'un autre siècle, ils devaient d'une façon ou d'une autre se ressourcer en profondeur pour ne pas perdre la main. Ils n'ont pas su ou pas voulu le faire. L'histoire est cruelle pour ceux qui n'osent pas changer vraiment. D'autres formes devraient donc prendre la place, sans tarder, sous peine de laisser l'esprit de refondation aux tenants de l'ordre social dominant.

Il se dit souvent, depuis dimanche, que la dynamique Mélenchon du premier tour de la présidentielle est retombée à la législative. Il est vrai que la France insoumise est loin des 19,6% du 23 avril. Mais le total du PCF et de FI approche tout de même les 14%. Or, en 2012, les 11,3% de la présidentielle étaient devenus un timide 6,9% aux législatives qui suivirent et, pour le coup, Jean-Luc Mélenchon n'y était pour rien. Proportionnellement, le résultat de cette année est finalement un peu meilleur que celui de 2012.

Toutefois, on attendait bien sûr beaucoup mieux. L'histoire ne se réécrit pas avec des « si ». On ne manquera pas de rediscuter, une fois achevé le cycle, de ce qui s'est passé depuis quelques mois et de la manière dont a été négocié le passage de la joute présidentielle au combat plus territorialisé de la législative. D'autres impulsions, d'autres postures, d'autres mots auraient peut-être pu produire des effets plus dynamiques.

On n'oubliera pas toutefois ce qui reste le fond du problème. La gauche de gauche, contrairement au PS, a retrouvé des couleurs, comme on l'a redit plus haut. Mais elle n'a pas encore trouvé l'épaisseur populaire que le PC avait su stimuler en son temps. La France insoumise a ancré son action territorialement, mais les « sommets » n'ont pas atteint encore partout le seuil de crédibilité qui font de la gauche de rupture le pivot de rassemblements qui la débordent. Le PCF a vu s'effriter ses zones de force ; la gauche de gauche ne les a pas encore pleinement reconquis, quand bien

même elle a fait un pas important dans cette direction.

Pour y parvenir, les débats de fond, on le sait, ne manqueront pas dès la semaine prochaine. La référence à la gauche est-elle forclosée ? La gauche de gauche est-elle d'ores et déjà et définitivement « la » gauche tout entière ? La conflictualité du « peuple » et de « l'élite » suffit-elle à construire une nouvelle hégémonie pour un état d'esprit de rupture ? Comment concilier la clarté du projet et l'ouverture du rassemblement, le renouvellement radical et la force des traditions populaires ? En bref, comment devenir majoritaire, sans s'enliser dans les méandres des compromis et des consensus à bas prix ?

Et, par-dessus tout, quelle force pour impulser tout cela ? Le Front de gauche est derrière nous. Les cartels n'ont plus de ressort. La forme ancienne du parti est malade. La France insoumise s'est imposée, incontournable. Mais l'organisation politique dans la durée, conciliant cohérence et souplesse, rigueur stratégique et ouverture, est devant nous, comme un objectif réaliste, mais non advenu de façon déployée. Une seule force, un seul courant, une seule organisation peut-elle assumer la réalisation de cet objectif ? C'est peu probable. Mieux vaut voir, comme c'est une chance incommensurable, le fait qu'aucune porte ne soit refermée.

Le temps n'est plus où des « conditions », des exigences draconiennes semblaient parfois être la condition pour séparer l'ivraie et bon grain, l'opportuniste supposé et le bon révolutionnaire... Rassembler et non repousser : cela reste l'alpha et l'oméga des victoires futures.

Roger Martelli, 15 juin 2017

*

<http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/pcf-et-france-insoumise-donnees-complementaires>

P.-S.

* Pour les documents joints (tableaux excels), voir les article originaux.